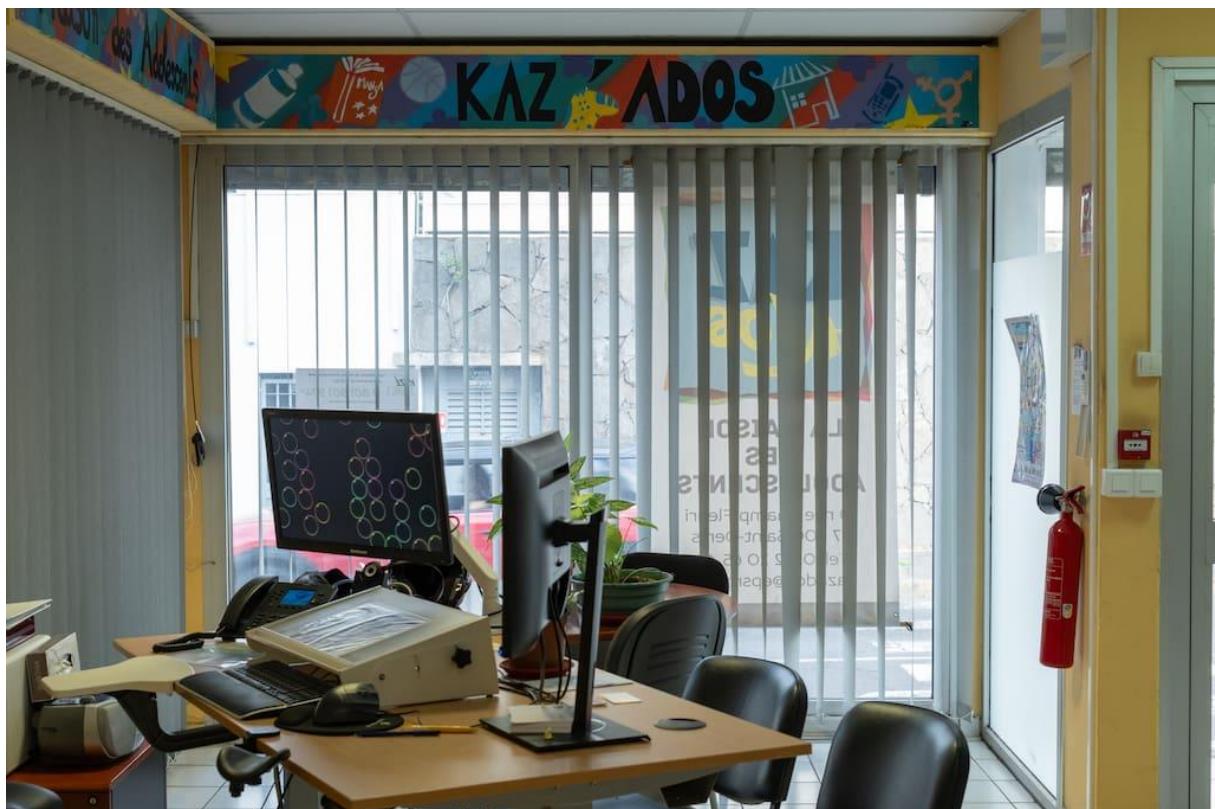


Reportage de Laurent Decloître publié le 2/12/2025, photos de Romain Philippon.

« Je n'osais pas en parler à mes parents » : la Kaz'ados à la Réunion, un refuge précieux pour des jeunes atteints de troubles psy

A Saint-Denis, une équipe pluridisciplinaire accompagne chaque année 500 adolescents : une offre essentielle alors que le mal-être psychologique des 15-29 ans est plus prégnant sur l'île que dans l'Hexagone.

Santé mentale - Dossier



Au sein de la Kaz'ados, à Saint-Denis, mercredi 19 novembre 2025. (Romain Philippon/Inland pour Libération)

Une pièce de théâtre pour donner le sourire à des jeunes cabossés par la vie : ce vendredi soir de novembre, six collégiennes et lycéennes assistent à la représentation des [Gros patient bien](#), Molière du meilleur spectacle en 2022. Il ne s'agit pas d'une sortie entre copines, elles sont accompagnées d'une assistance sociale, d'un psychologue et d'un pédopsychiatre. Histoire de rompre le cercle infernal qui les a conduites à la Kaz'ados de Saint-Denis, la déclinaison réunionnaise des Maisons des adolescents dans l'Hexagone. Parmi elles, Karine (1) raconte, enjouée, que c'est la première fois depuis des mois qu'elle sort en ville : «Avant, je n'arrivais pas à marcher droit tellement j'étais mal. Mon petit ami, un fou, me faisait faire des trucs que je voulais pas.»

Dans le groupe, une autre a été victime d'inceste de la part de son oncle et reste silencieuse. Aïcha, elle, ne sait pas vraiment pourquoi elle était «*submergée*» par l'angoisse. «*Je ne mangeais plus, je me scarifiais, je pensais au suicide tous les jours...*» Mèches blondes qui lui tombent sur les yeux, Sandrine se livre à son tour : harcelée par les filles de sa classe, la jeune femme, 16 ans, a séché les cours de seconde. «*Je restais dans ma chambre à scroller sur le téléphone*», explique-t-elle. Aujourd'hui, toutes vont mieux ou un peu mieux, après un accompagnement à la Kaz'ados.

Une prise en charge qui répond à un besoin prégnant : une étude la Mutualité française, [l'Institut Montaigne](#) et l'Institut Terram sur l'état de la santé mentale des 15-29 ans, parue en septembre, [révèle que 39 % des jeunes ultramarins souffrent de dépression, contre 25 % en métropole](#). Alors que dans l'Hexagone, ils sont entre 9 % et 19 % à estimer avoir une mauvaise santé mentale, ce chiffre culmine à 32 % à la Réunion. Conséquence dramatique : une personne se suicide tous les quatre jours sur l'île de l'océan Indien, rapporte l'Observatoire régional de santé, et trois tentatives sont enregistrées chaque jour.



A gauche, lors d'un atelier peinture à la Kaz'ados, et à droite, lors d'une session écriture animée par Frédérique Guillaumat, une intervenante. (Libération)

« Je ne veux surtout pas que ma mère soit au courant »

En pédopsychiatrie, l'île compte 74 lits d'hospitalisation complète, soit un taux de 0,3 pour 1 000 jeunes de moins de 18 ans, un niveau comparable à celui observé au niveau national. Selon l'Agence régionale de santé, «*cette offre contribue à répondre aux besoins croissants de prise en charge des enfants et adolescents*». Pour autant, la Réunion ne dispose pas de places en hospitalisation à domicile pour la psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent, relève le tableau de bord de juin 2025 de l'Observatoire de la santé de la Réunion.

Rupture amoureuse, violences intrafamiliales, phobie et harcèlement scolaires, questions sur le genre et l'identité, radicalisation, troubles de l'alimentation, pensées suicidaires... La Kaz'ados de Saint-Denis, géré par l'Etablissement public de santé mentale de la Réunion (EPSMR) en partenariat avec l'hôpital de Saint-Denis, «*ni centre aéré ni hôpital de jour*», selon le pédopsychiatre Frédéric Mourgues, suit chaque année 500 adolescents de 11 à 21 ans. Ici, on ne soigne pas les cas de psychose ou de névrose, réorientés vers des structures médicalisées et spécialisées, mais le mal-être des jeunes. Une troisième structure de ce type ouvre dans les prochains jours dans l'est de l'île.

Il existe d'autres dispositifs, comme les centres médico-psychologiques pour enfants et adolescents (CMPEA), gérés par l'EPSMR, ou les centres hospitaliers, mais ils peuvent apparaître «*trop stigmatisants*», remarque le psychologue Eric Bouloc, évoquant «*l'obligation d'avoir l'autorisation des deux parents*». A la Kaz'ados, les jeunes, en majorité des filles, peuvent débarquer sans rendez-vous. «*Je ne veux surtout pas que ma mère soit au courant*», a ainsi commencé un lycéen il y a quelques semaines. Bien sûr, si l'ado est mineur et débute un suivi, entre six mois et un an en moyenne, les parents sont prévenus.

La plupart du temps, les jeunes sont adressés par une infirmière scolaire, un médecin généraliste, les urgences de l'hôpital... Gaëlle Pasquier, éducatrice spécialisée, les reçoit «*spontanément*», et cherche à «*créer un lien de confiance*», le tutoiement surgissant de façon naturelle. A la praticienne de déterminer si la Kaz'ados est le lieu adapté. Si oui, suit un entretien d'accueil avec un binôme de spécialistes. «*Ils ne parlent pas souvent de la cause de leur malaise en première intention, on doit creuser*», souligne Floriane Arnal, assistante sociale. En cas de pensée suicidaire, les praticiens cherchent à savoir si l'idée de mettre fin à ses jours est «*scénarisée*» : se jeter d'un pont, avaler des médicaments, se pendre... Mettre des images sur une idée morbide est plus alarmant.



Les jeunes accueillis à la Kaz'ados ont entre 11 et 21 ans. Ici, deux éducatrices spécialisées à l'accueil. (Romain Philippon/Inland pour Libération)

Réajuster le rôle des parents

Très souvent, l'équipe propose un entretien familial... Pas toujours facile à gérer. Une mère vient d'adresser un mail de reproches à la Kaz'ados, qui aurait eu le tort de proposer une rencontre entre sa fille, suivie pour une IMV (intoxication médicamenteuse volontaire), et le père. Ce dernier vit dans l'Hexagone mais est en vacances à la Réunion. Lors de l'entretien, la mère banalisait presque la tentative de suicide, alors qu'elle a fondu en larmes quand les retrouvailles avec le père ont été évoquées. Conséquence : le pédopsychiatre Frédéric Mourgues propose, lors de la réunion clinique hebdomadaire, de revoir la mère seule.

Une réunion est interrompue par la sonnerie du portable de Carole Laylle. C'est cette infirmière qui répond au 08 01 90 19 74, le numéro de Kozé jeunes. La ligne d'écoute, de soutien et d'orientation a été créée à la Réunion, en complément [du numéro national 3114](#), dédié aux pensées suicidaires. Kozé jeunes est plus généraliste. Cette fois, l'appel émane d'une mère, inquiète des risques de décrochage scolaire de sa fille collégienne. Les deux acceptent un premier rendez-vous dès l'après-midi. En octobre, c'est un garçon qui a appelé. «*Il se sentait perdu*», raconte Carole Laylle. Après trois quarts d'heure de conversation, elle comprend que le jeune homme vient de faire son coming-out et que ses parents ont mal pris l'annonce de son homosexualité. Lors de l'entretien familial qui a suivi à la Kaz'ados, seule la mère était présente, preuve qu'il reste du travail de médiation à faire.

Frédéric Mourgues sait qu'il est toujours «*délicat*» de réajuster le rôle des parents, qui «*croient faire leur job et se sentent remis en cause*». Mais il rappelle que c'est à l'adolescence que se joue «*le processus de séparation et d'individuation*» : le jeune forge sa propre identité en prenant ses distances avec les figures d'attachement. Souvent, les parents «*ne reconnaissent plus leur enfant, qui refuse de parler et claque la porte de sa chambre*». Son collègue, le psychologue Eric Bouloc, complète : «*S'ensuit une perte de repères, parfois une dépression et une phase de vulnérabilité.*» La psychanalyste [Françoise Dolto](#) évoquait le complexe du homard, qui, en muant, se retrouve un moment sans carapace.

Souvent, Kozé jeunes évite des drames. L'infirmière a ainsi conseillé à une fille de 14 ans de se réfugier chez une voisine, car le fils de 17 ans de son beau-père procédait à des attouchements. L'adolescente, dont la mère est magistrate, a été orientée au service de victimologie du centre hospitalier universitaire de Saint-Denis.



Si l'état dépressif des jeunes est plus prégnant en outre-mer, c'est bien en raison du contexte socio-économique. (Romain Philippon/Inland pour Libération)

Contexte socio-économique

Comme le rappelle l'équipe de Kaz'ados, toutes les classes sociales peuvent être touchées. Pour autant, si l'état dépressif des jeunes est plus prégnant en outre-mer, c'est bien en raison du contexte socio-économique. L'étude de la Mutualité française rappelle que «*l'instabilité familiale et la précarité économique agissent comme des facteurs cumulatifs de vulnérabilité, révélant ainsi l'épaisseur des inégalités dans la construction de la santé mentale*». Lors d'une question écrite au gouvernement, la sénatrice Evelyne Corbière Naminzo (groupe Communiste républicain citoyen et écologiste - Kanaky) soulevait le même point en 2024 : «*Les individus classés dans les dix premiers déciles de revenus présentent un risque de souffrir de dépression, d'anxiété ou de problèmes de santé mentale 1,5 à 3 fois supérieur à celui des personnes les plus fortunées.*» Or à la Réunion, rappelle la parlementaire, «*les ni en emploi, ni en études, ni en formation sont surreprésentés chez les jeunes adultes, avec 26 % des 15 à 29 ans, soit deux fois plus qu'au niveau national*».

Dans la salle d'attente de la Kaz'ados, agrémentée d'un petit aquarium, patiente une autre adolescente. Lola, 19 ans, veut devenir journaliste, mais craint que son état psychique l'en empêche. Comme sa mère, elle souffre de boulimie, ne peut s'empêcher de manger et de se faire vomir. Lola a été suivie en CMPEA, «*mais ça tournait en rond, sans amélioration*». Selon l'adolescente, la prise en charge, «*trop froide*» et davantage médicalisée, rappelait l'hôpital, alors que la Kaz'ados propose différents ateliers, comme l'écriture ou la peinture, avec des intervenants diversifiés. «*Ça va mieux*», glisse-t-elle, aidée cependant par un traitement médicamenteux.

A ses côtés, Lalita, 15 ans, confie, sous ses tresses brunes, avoir été agressée sexuellement durant trois ans par le petit ami de sa sœur. «*Je n'osais pas en parler à mes parents, dit-elle, mais je l'ai fait avec une prof.*» Karen Niclin, la psychomotricienne de la Kaz'ados, l'aide à retrouver l'estime de soi. La praticienne souligne : «*On a un corps et on est un corps, qui garde en mémoire les traumatismes.*» Dans une salle dédiée, elle travaille les questions «*d'ancrage au sol, de verticalité, d'enroulement*». Lalita dit progresser, tout comme, vendredi soir, les filles qui ont quitté le théâtre enchantées après la représentation des *Gros patinent bien*. Une pièce où les dialogues sont rares, les répliques des acteurs étant présentées sur des cartons. Une autre façon de libérer la parole.

(1) Tous les prénoms ont été modifiés.